

traversons des temps difficiles, arrière la petite politique, donnons-nous la main et raisonnons la situation.

Un député prend la parole, dit que deux cents fabriques sont fermées, et on applaudit. Je ne souhaiterais rien autre qu'un tableau de ce qui se passe ici pour montrer durant la prochaine campagne électorale la collaboration de la gauche aux travaux de cette session. Quand nous retournerons devant nos électeurs, nous leur dirons: Que notre parti soit réélu ou non, nous ferons de notre mieux et nous appuierons les mesures jugées nécessaires, d'où qu'elles viennent. Ce n'est peut-être pas le sentiment de la majorité de la gauche, mais bon nombre de ses membres savourent en leur for intérieur ce qui arrive, comptant que la situation empirera au point d'amener la défaite du Gouvernement.

L'état de choses dont nous avons hérité était loin d'être encourageant. De toutes parts, c'était l'imprévoyance et l'abandon. On ne pouvait s'attendre que nous remettons tout en ordre dès la première année; mais nous sommes à l'œuvre, et nous serons en état de montrer que nous avons bien fait notre devoir.

Si nous considérons les nombreuses occupations du premier ministre, nous devrions lui faciliter la tâche le plus possible. Cela me rappelle une histoire au sujet d'un train qui franchissait les montagnes Caledon. Après beaucoup d'efforts, le mécanicien réussit à atteindre le sommet avec son train. Rencontrant le serre-frein, le mécanicien lui dit, "J'ai cru que je n'atteindrais jamais le sommet." Le serre-frein répondit, "Vous ne l'auriez pas atteint, si je n'avais pas appliqué les freins." Nous entendons les honorables députés dire qu'ils espèrent en la réussite de la conférence, mais savent d'avance qu'elle n'aboutira à rien. Quel père dirait à son fils, "Mon enfant, je t'envoie au collège, mais je sais que cela ne sert à rien." Telle a été l'attitude de l'opposition au cours de la présente session.

M. HUMPHREY MITCHELL (Hamilton-Est): Monsieur l'Orateur, je suis quelque peu de l'avis de l'honorable député de Huron-Nord (M. Spotton), lorsqu'il déclare qu'il y a eu beaucoup de supercheries au cours des dernières élections, et je crois qu'il sera de mon opinion lorsque je dirai que notre côté de la Chambre n'a pas le monopole de cette denrée. L'honorable député a parlé de la répercussion de la crise sur les automobiles; je traiterai de la dépression qui s'est fait sentir dans la valeur de la main-d'œuvre depuis que le Gouvernement actuel est au pouvoir. J'espère que ses efforts oratoires à la Chambre aide-

ront à améliorer la situation pénible des agriculteurs du pays.

Avec les autres honorables députés, je me permettrai de féliciter l'honorable ministre des Finances (M. Rhodes) à l'occasion de son premier budget. Cependant, je prétends que nous n'avons pas lieu de nous féliciter du budget lui-même, et je ne crois pas que le pays soit en état d'en subir beaucoup d'autres semblables. Il ajoute un fardeau additionnel de \$5.50 sur chaque homme, femme et enfant de ce pays, soit une charge supplémentaire de \$27.50 sur la famille moyenne de cinq personnes. A mon avis, le Gouvernement a oublié d'y inclure le seul mode logique de prélever des impôts, c'est-à-dire de les imposer à ceux qui sont le plus en état de les payer, et de placer ce fardeau sur les épaules de ceux qui peuvent plus facilement le porter.

Il a augmenté la taxe de vente, et, en somme, nous ferions aussi bien de lui donner son véritable nom, la taxe sur l'acheteur. Cet impôt augmente le coût de tout ce que vous pouvez acheter pour les besoins de la maison. On peut en dire autant de la taxe d'accise, qui a été haussée de 200 p. 100, ce qui relève le coût de presque tout ce qui entre dans le foyer du citoyen ordinaire. Il y a de l'argent en abondance au pays, et, dans ces temps de misère, lorsque tout le monde doit subir une réduction de salaire ou d'heures de travail, ce qui diminue le pouvoir d'achat, c'eût été plus avantageux pour le pays, si le Gouvernement avait fait comme les quakers, s'il était allé chercher l'argent là où il se trouve. Les deux tiers des impôts prélevés par ce budget seront versés par le contribuable moyen.

Cet après-midi, un des orateurs a abordé la question de la réforme du Sénat. Je suis tout à fait opposé à un Sénat nommé par le Gouvernement. Nous en sommes rendus à la phase de notre développement législatif où il nous faudra, soit abolir le Sénat, soit élire ses membres; nous avons atteint cette phase dans le développement de nos institutions démocratiques où il faudra que tous ceux qui façonnent ou qui font les lois soient responsables aux électeurs. S'il nous faut caser quelque part ceux qui ont terminé leur carrière de député, je crois qu'on ne saurait faire mieux que de leur accorder une pension. Je le dis en toute sincérité, parce que ceux qui se consacrent à la vie publique font quelque sacrifice, et lorsqu'ils ont dépensé les meilleures années de leur vie au service du pays, ils ont certainement droit à quelque dédommagement dans leur vieillesse. Je crois qu'il serait préférable de résoudre ce problème de cette manière, que de nous exposer au spectacle qu'on nous donne en ce moment.